

# La C. G. T. et l'action revendicative

Avec la fin de la grève de Decazeville, l'activité revendicative économique était passée au second plan en France. Dominée par l'action contre l'O.A.S., la lutte est retombée à un point très bas après les accords d'Evian. La campagne pour le référendum fut peu enthousiaste et ce ne sont pas les résultats qui purent réveiller la combativité ouvrière.

Certes, nous avons le sentiment que sous une forme ou sous une autre, la C.G.T. tentait de relancer l'action revendicative. Tous ses congrès se terminaient par la « nécessité d'élaborer des cahiers de revendications... ».

Cette campagne connut deux développements : dans les mines et chez les cheminots. Principalement chez ces derniers, la tentative de mouvements de dépôts, de gare... fut mise en avant, pour l'augmentation des salaires. Ceci reposait sur un réel mécontentement de tous les secteurs de travailleurs à « statut », aux bas salaires et victimes de la politique de blocage décidée par le gouvernement.

Puis, brusquement, alors que personne ne s'y attendait, les cheminots d'Avignon, firent un mouvement de 24 heures. La revendication centrale n'était pas celle de l'augmentation des salaires, mais au contraire, celle de la réduction du temps de travail. Partie d'une raison secondaire, la grève débordait les objectifs premiers et gagnait rapidement le réseau du Sud-Est. L'ACTION REVENDICATIVE ETAIT RELANCEE.

## TOURNANT DANS LA C.G.T. ?

### Sur la ligne de 1954

Quelle tactique de lutte propose la C.G.T. ?

Il est bon de revenir à la tactique de la C.G.T. adoptée depuis 1954 et résumée par cette formule : « La particularisation ». Après l'échec de la grève de la métallurgie du 28 avril 1954, la C.G.T. comptant exploiter la remontée économique, le besoin de main-d'œuvre... abandonna délibérément la formule des mots d'ordre « venant d'en haut », au bénéfice de l'action locale et particulière. Celle-ci pouvait se résumer ainsi : « partir d'actions particulières, pour des revendications particulières, pour aller à des mouvements d'ensemble pour des revendications plus générales ». Ceci s'était accompagné de mesures de décentralisation de l'appareil syndical et ce tournant ne fut pas sans discussion, certains allant jusqu'à douter du rôle de l'organisation syndicale. La plus grande autonomie était laissée aux militants de base et ce fut le grand règne des « actions par bureaux, ateliers... ». Jamais à aucun moment il ne fut question de généralisation malgré des développements importants de l'action, tels ceux de Nantes et Saint-Nazaire en 1955, tels ceux de la métallurgie en 1957... et la seconde partie de la tactique : « pour aller vers des mouvements d'ensemble pour des revendications plus générales » resta une phrase de résolution, introduite quand la poussée était trop forte.

Les militants posaient bien le problème de la généralisation et les Fédérations se dédouanaient en organisant des journées de 24 heures — dont le résultat fut de stopper la lutte — sur des revendications générales non précisées. Chaque Congrès retrouvait la même forme et l'on peut mesurer le refus de généralisation, au fait que jamais

le programme ne fut chiffré, précisé et généralisé, mais au contraire se contenta d'affirmer la nécessité d'augmenter les salaires ou encore de réduire le temps de travail et l'âge de la retraite. Mais cette carence n'apparaissait pas de façon fondamentale aux militants, la situation économique étant favorable, l'absence de main-d'œuvre qualifiée faisant intervenir le jeu de l'offre et de la demande, les petits mouvements contraignaient le patronat à céder après plusieurs dizaines ou centaines de débrayages de secteurs, équipes... Durant ces dernières années, bien que rendue plus dure par le régime gaulliste, cette forme de lutte fut poussée à l'extrême sous la forme des **mouvements tournants**. C'est sur cette base que devait démarrer l'action des cheminots, des P.T.T... ces secteurs de la fonction publique, longtemps récalcitrants devaient adopter à leur tour cette tactique.

Dans la métallurgie, en particulier dans la région parisienne, durant les mois de février-mars, une discussion fut menée pour confirmer cette orientation de « particularisation ». D'abord, constatant un recul organisationnel, la Fédération préconisa un changement de tous les permanents qui étaient secrétaires des différentes Unions métallurgiques de la Seine — aéronautique, automobile, électricité, mécanique générale —, cette décision fut approuvée par des comités de coordination tenus le 31 mars. La Fédération justifiait en plus ce remplacement par « une timidité des camarades à appliquer les décisions de 1954 concernant la particularisation... »

Dans une assemblée de métallurgistes tenue le 13 avril, Breteau, secrétaire de la Fédération des métaux déclarait : « Le patronat craint les actions répétées. Il s'acharne à les combattre par l'intimidation ou la provocation parce qu'elles lui font mal. Cette tactique est donc juste... Il ne faut pas être figé sur une forme d'action, il faut donc organiser et développer les actions particulières pour des revendications particulières. »

Certes, plus loin il ajoutait le refrain connu, « Mais il faut tenir compte que ces revendications sont liées très intimement aux revendications générales... ».

Puis à propos d'un tract de la C.F.T.C. de la R.N.U.R. ainsi rédigé : « ...Pourquoi ne pas généraliser l'action et lutter au grand jour, tous ensemble plutôt que par petits groupes dont les débrayages passent inaperçus... », il ajoutait : « Nous sommes d'accord avec des actions d'ensemble, mais nous pensons qu'il faut en créer les conditions. Or, dans ce pamphlet, il ne s'agit pas de cela. On veut tout de suite engager l'action pour toute l'usine... En réalité, cette idée de vouloir lutter « tous ensemble » sans que les conditions soient créées entraîne les travailleurs à l'aventure. »

Du reste, le doute n'est pas possible sur la volonté de particulariser. On présentait dans les autres Unions syndicales, Renault en exemple qui, avec deux mois de luttes particulières avait obtenu plus de satisfactions — augmentation de la prime... — qu'à l'issue de mouvements généraux (?).

Cette réunion avec Breteau se passait le 13 avril, il fut décidé d'envoyer le discours à tous les militants. Celui-ci arriva dans un « Guide du métallurgiste », nommément à chaque membre des comités de coordination, le 14 mai.